



Un BUDGET
de la Sécurité Sociale
Pour sortir de la crise sanitaire
et répondre aux besoins
de la population

Barnier, un plan de 15 milliards d'euros en moins pour la Sécu,

La mise à mort de notre santé !

Avec les professionnel.le.s de santé du médico-social et du social,

Je dis non !

La santé déjà malade d'années de politiques libérales !

Les déserts sanitaires s'étendent. Sept millions de personnes sont sans médecin traitant. Les tarifs des mutuelles explosent, comme les franchises et les dépassements d'honoraires. 36% des personnes renoncent aux soins.

Les services d'urgence sont saturés, les personnels épuisés et sous-payés. Les hôpitaux et maternités de proximité sont réduits, privatisés ou fermés, des centres d'IVG menacés. La psychiatrie est asphyxiée. Les EHPADs sont au bord de la cessation de paiement... mais les bénéfices des cliniques privées se portent bien.

Le Projet de loi de financement de la Sécurité Sociale va achever notre Santé !

Consultations médicales. Leur montant va augmenter, de 26,5 à 30 euros, mais leur remboursement par la Sécu va diminuer, de 70% à 60%. 1,1 milliard d'euros vont ainsi être transférés aux assurés sociaux directement ou par le biais de leur complémentaire. Avec à la clef une nouvelle augmentation des tarifs, supérieure aux 8,4% de l'an passé, et un risque de renoncement aux soins. Plus de 3 millions de personnes n'ont aucune complémentaire !

Arrêts de travail. Le gouvernement veut baisser les indemnités journalières de 600 millions d'euros et menace d'augmenter le nombre de jours de carence.

Affections de longue durée menacées. Elles permettent une prise en charge à 100% des pathologies les plus lourdes. Un plan est sur la table pour économiser 540 à 870 millions d'euros sur ces ALD.

Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie à +2,8%.

Le 3,1% d'augmentation de l'ONDAM hospitalier est un trompe-l'œil. Il ne correspondra en réalité qu'à +0,2% du fait de l'inflation et de l'augmentation des cotisations retraites soit... 200 millions d'Euros !, alors que les directeurs d'hôpitaux réclamaient + 6%, les syndicats + 10% !

Un plan d'économies de 640 millions d'euros est en fait exigé des établissements de santé !

Les fermetures de lits, les urgences saturées, les personnels maltraités, les malades abandonné.e.s dans les couloirs vont se généraliser.

Gel des pensions de retraite pendant 6 mois, 3,7 milliards volés aux retraité.e.s !

Tout cela pour maintenir entre autres **des dizaines de milliards d'exonérations de cotisations sociales** pour les entreprises. 82 milliards l'an passé !

Il sera toujours plus difficile de se soigner, d'arrêter de travailler pour ses soins, de travailler dans les établissements, pour une santé qui coûtera toujours plus cher.

Le gouvernement, ne veut pas seulement réduire les dépenses de santé, il veut aussi les transférer aux grands groupes privés.

Une privatisation qui détruit la Sécu, un système où chacun.e reçoit selon ses besoins, pour favoriser les complémentaires, où chacun.e cotise selon son risque et reçoit selon ses moyens!
Une financiarisation qui nous coûte aussi plus cher, avec des frais de gestion multipliés par 7, pour une santé low-cost qui multiplie les scandales, comme les centres dentaires, les EHPADs privés ou les industries du médicament et leurs ruptures de stock.

La Sécurité sociale n'a pas à financer les profits du secteur lucratif et des fonds de pension dont les investissements ont doublé en 10 ans (biologie, imagerie, cliniques, centres de santé, EHPAD ...)

Mobilisons-nous !

Avec le Tour de France pour la Santé, avec les syndicats, exigeons pour les hôpitaux publics, l'arrêt des réductions et fermetures de services, le recrutement de milliers de soignant.e.s, la suppression de la tarification à l'activité, de la taxe sur les salaires (4 milliards et 5% de leurs dépenses) et un budget de la Sécurité Sociale à la hauteur des besoins, défini démocratiquement.

En commençant par les déserts médicaux, nous voulons la création de centres de santé publics pluridisciplinaires, participatifs, pratiquant le tiers payant intégral, première pierre d'un service public territorial de santé de premier recours.

Nous voulons un plan de formation ambitieux pour tous les métiers du soin, du médico-social et du social.

Nous demandons l'intégration professionnelle des Praticiens à Diplôme hors Union Européenne, en prenant en compte leurs diplômes et les services rendus, comme en Guyane depuis 2020.

Nous voulons la suppression des restes à charge (y compris les invisibles, comme le coût des transports augmentés du fait de l'éloignement), la fin du paiement à l'acte, **une Sécurité Sociale solidaire et universelle, prenant en charge intégralement à 100% les frais de santé**, dans un périmètre élargi et défini selon les besoins des populations, sans aucune condition ni discrimination, intégrant en son sein l'Aide Médicale d'État.

Une Sécurité Sociale démocratique, du local au national, pour une santé avec les usager.ère.s et les personnel.le.s.

Cela est possible et dépend de choix politiques forts portant la santé comme un droit et non comme une marchandise.

